ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 21 janvier 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur", a donné le 13 mai 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 januari 1991 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder", heeft op 13 mei 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

L'article 2 du titre premier de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, prévoit, en son alinéa 3, que l'acte d'opposition doit indiquer le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros par ordre ascendant et, s'il y a lieu, la série, des titres, objet de la dépossession. L'article 2, 2E, en projet (article 3 du projet) maintient cette disposition.

L'article 17 de la même loi du 24 juillet 1921 oblige l'intermédiaire financier, sous peine de sanction pénale, à mentionner dans un livre à ce destiné, outre la date de l'opération (qui consiste le plus souvent en un acte de disposition), la nature, l'espèce et les numéros des titres, ainsi que les noms, prénoms, professions et domiciles des personnes avec lesquelles traite cette intermédiaire.

L'intermédiaire financier est ainsi en mesure, grâce aux mentions du livre tenu par lui, de délivrer à son client, même après de nombreuses années, une attestation valant preuve de propriété, portant sur les titres nettement individualisés qui ont été livrés. Pareil document permet de faire une opposition valable et efficace en cas de contradiction émise par un tiers.

L'article 17 en projet (article 9 du projet) abolit la sanction pénale. Il supprime l'obligation de tenir un registre dans lequel sont mentionnés les numéros des titres. L'opération de vente ou d'achat est réputée accomplie dès qu'elle est mentionnée dans un quelconque document remis par l'intermédiaire. Ce document ne doit plus comporter la mention des numéros des titres. Il suffit, suivant l'article 17 en projet, que la mention permette l'identification des titres. En outre, l'identité de la personne ayant remis les titres ne sera plus inscrite.

L'exposé des motifs explique que l'intermédiaire financier n'est plus tenu de noter les numéros des valeurs qui lui sont remises, lorsque en raison de l'accord donné par le déposant, elles sont devenues fongibles (article 13 de l'arrêté royal nE 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières, modifié par la loi du 4 décembre 1990).

Toutefois, l'exposé des motifs omet de préciser que lorsque les titres deviendront fongibles, c'est l'intermédiaire financier qui vérifiera, au moment de la remise des titres au porteur, si ceux-ci n'ont fait l'objet d'aucune opposition encore valable à la date de cette remise. Or, une telle vérification ne peut se faire qu'en comparant les numéros des titres au porteur remis par le client avec les numéros figurant sur les listes d'opposition.

Dès l'instant où, comme il est dit dans l'exposé des motifs, l'article 17 en projet autorise l'intermédiaire financier "à ne pas noter les numéros des titres, même non fongibles, pour lesquels il intervient", le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment cet intermédiaire pourrait être

convaincu de négligence quant à la vérification des oppositions, ni comment la responsabilité prévue à l'article 7 de l'arrêté nE 62 précité pourrait être établie.

En effet, la responsabilité civile de l'intermédiaire deviendra illusoire dès lors que le préjudicié n'est pas en mesure de démontrer la négligence qui lui cause un dommage.

L'absence d'annotation des numéros des titres par l'intermédiaire financier (banque ou société de bourse) présente un second inconvénient, plus grave que le premier.

Dans l'état actuel de la législation, le porteur dépossédé qui n'a pas noté les numéros de ses titres peut recourir à l'intermédiaire financier pour en obtenir la liste et ainsi faire valablement opposition. Il peut en outre introduire une action en revendication de titres perdus ou dérobés si un tiers fait un acte de contradiction (articles 26 et 27 de la loi du 24 juillet 1921). A l'appui de cette revendication, le porteur dépossédé produit une attestation de la banque, de l'agent de change ou de la société de bourse, attestation selon laquelle les titres portant les numéros repris dans l'acte d'opposition lui ont été, selon le livre tenu à cette fin, livrés à une date déterminée (1). Au contraire,

---

(1)Il existe toutefois une lacune dans la loi de 1921. Rien n'est prévu pour assurer la conservation du livre contenant les numéros des titres en transit.
Lorsqu'un agent de change quitte la profession, il n'est pas tenu de déposer ses livres chez un confrère ou dans un organisme officiel. Au contraire, un notaire démissionnaire ou retraité remet ses minutes à son successeur et pour celles qui datent de plus de cent ans,

dans le système prévu par la loi en projet, la banque, l'agent de change ou la société de bourse ne seront plus à même de délivrer une attestation de propriété au propriétaire légitime, faute d'avoir noté les numéros des titres délivrés. L'allégement du travail incom-bant à l'intermédiaire est de nature à exposer l'épargnant à de graves conséquences dommageables en le privant du béné-fice que lui donnait la loi du 24 juillet 1921 quant à la preuve de son droit de propriété.

Si le Gouvernement entend supprimer l'obligation faite à l'intermédiaire financier de tenir un registre, il convient que celui-ci soit tenu de délivrer à son client un document mentionnant le nombre, la nature, la valeur nomi-nale, la série et les numéros des titres livrés. Ce docu-ment ne pourrait en aucune façon être le bordereau d'achat, qui ne mentionne jamais le numéro des titres faisant l'objet d'une transaction, mais pourrait être le bordereau de li- vraison, comme cela se pratique à l'étranger. Un tel docu-ment est de nature à assurer la sécurité juridique du pro-priétaire des titres en cas de dépossession.

---

il peut les déposer aux archives générales du Royaume (articles 54 à 62 de la loi du 25 ventôse -5 germinal, an XI).

Suivant l'exposé des motifs, à défaut d'annotation des numéros des titres au porteur, il suffit de "les identi-fier par tout autre moyen (bordereaux, comptabilités, reçus)". Si les documents visés dans l'exposé des motifs ne contiennent pas l'annotation des numéros des titres, il sera malaisé de distinguer les titres livrés ou reçus, d'autres titres de même espèce.

Pour assurer la sécurité juridique du porteur dé-possédé, il faut que les mentions inscrites par l'inter-médiaire financier sur le bulletin de livraison permettent l'individualisation des titres au porteur au moyen de leur numéro.

Les observations qui précèdent ont été communiquées au fonctionnaire délégué qui semble en avoir admis le bien-fondé. Un texte sera proposé ci-après, sous l'article 19 (article 17 en projet).

II.

Dans les articles de la loi du 24 juillet 1921, les mots "agents de change" doivent être remplacés par les mots "intermédiaires financiers", c'est-à-dire les personnes qui, suivant l'article 3 de la loi du 4 décembre 1990 rela-tive aux opérations financières et aux marchés financiers,

"peuvent seules intervenir comme intermédiaire en Belgique, à titre professionnel, pour leur propre compte ou pour compte d'autrui, dans les émissions publiques de valeurs mobilières, dans les transactions avec le public sur valeurs mobilières ou dans les offres publiques d'acquisition de valeurs mobilières ...".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

1. La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 2 des dispositions préliminaires de la même loi est remplacé par la disposition suivante :".

2. Dans l'article 2 en projet, il faut mentionner la date de la loi relative aux opérations financières et aux marchés financiers, c'est-à-dire le 4 décembre 1990.

Article 3.

1. A l'article 2, alinéa 3, du titre premier de la loi du 24 juillet 1921, en projet, pour décrire complètement les titres qui font l'objet d'une dépossession, il y a lieu de préciser la dénomination de l'émetteur de ces titres.

En outre, il faut relever que les actions ont ra-rement une valeur nominale et que la déclaration de celle-ci ne peut donc être exigée que si elle existe. Par consé-quent, il est proposé de reporter les mots "la valeur nomi-nale" après les mots "s'il y a lieu".

2. En raison de l'importance des modifications apportées à l'article 2, mieux vaudrait le remplacer entièrement.

3. A la fin du texte sous 2E, il y a une discordance entre le texte français "... la série des titres, objet de la dépossession" et le texte néerlandais "... de reeks der titels waarvoor de buitenbezitstelling geldt". Il convient d'y remédier.

Article 4.

Dans l'article 3 en projet de la loi du 24 juillet 1921, l'expression "établissement débiteur", utilisée d'ail-leurs dans d'autres articles de ladite loi, est doublement inadéquate.

D'une part, elle ne peut qualifier une société vis-à-vis de ses propres actions qui ne représentent pas un droit de créance contre elle, d'autre part, le terme "éta-blissement" ne convient pas pour désigner les pouvoirs pu-blics et, en premier lieu, l'Etat.

La directive du Conseil de Ministres de la Com-munauté économique européenne du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, n'utilise que le mot "émetteur".

Ce terme devrait être retenu.

La même observation vaut pour l'article 13, ali-néas 1er et 2, les articles 14, 24bis et 26 de la loi du 24 juillet 1921.

Article 8.

Au début de l'article, il faut écrire :

"A l'article 13, alinéa 1er, de la même loi ...".

Article 9.

Le texte suivant, inspiré du texte communiqué par le fonctionnaire délégué, est proposé pour la seconde phrase de l'article 17 en projet :

"Cette mention doit permettre l'identification, par leur numéro, des titres livrés au donneur d'ordre ou remis par lui".

Article 10.

La suppression des mots "de l'inobservation de l'article 17 ou" dans l'article 18 de la loi du 24 juillet 1921, n'est pas valablement motivée dans l'exposé des mo- tifs. En outre, il a été perdu de vue que le mot "inobservation" se rapporte aussi à la fin de la phrase.

Dans les cas où l'inobservation de l'article 17 cause effectivement un préjudice, on ne voit pas la raison d'en exempter l'intermédiaire financier. Si au contraire, l'épargnant intéressé n'encourt aucun préjudice, ce n'est pas le maintien des mots "de l'inobservation" qui pourrait le créer.

Il convient, dès lors, de maintenir le texte ac-tuel de l'article 18 de la loi du 24 juillet 1921.

Article 11.

L'article 19 en projet vise à protéger les inté-rêts de l'opposant en ne laissant pas sans emploi des sommes disponibles qui peuvent être considérables et qui résulteraient d'un remboursement.

Le terme "remboursement" suggère seulement le cas d'obligations parvenues à leur échéance. Or, le même pro-blème peut se poser à propos des actions en cas de dissolution d'une société et de répartition des actifs ainsi qu'à propos des intérêts ou dividendes accumulés.

Le texte en projet doit être revu pour y viser aussi les dividendes d'actions ou les sommes dues aux ac- tionnaires après liquidation de la société qui a créé les actions lorsque celui qui en est porteur en est dépossédé.

Pour tenir compte de l'observation qui vient d'être faite, il est proposé de rédiger l'article 11 comme suit :

"L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19. Dans les cas où les valeurs mobilières représentées par les titres au porteur en cause sont payables ou sont remboursées ou annulées à la suite du partage de l'actif d'une société, le montant dû, en ce compris les intérêts et dividendes produits par les valeurs adirées, est investi d'office en obligations émises par l'Etat ou par l'émetteur des titres ayant fait l'objet de l'opposition.

La propriété de ces obligations est acquise à l'opposant lorsque les titres adirés ont perdu leur valeur, en application de l'article 24".

Article 13.

L'article 24 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Hormis les cas où il y a eu contradiction ou recours d'un tiers porteur contre l'opposant, perd de plein droit toute valeur, le titre mentionné au Bulletin, sans interruption, pendant quatre années civiles, à compter du 1er janvier suivant la première publication à la liste des oppositions.

Cette perte de valeur entraîne au profit de l'opposant :

1Ele droit au paiement des dividendes, des intérêts et éventuellement du principal devenu exigible, ou à toute répartition en capital et boni de liquidation;

... (la suite comme au projet)".

Article 14.

La phrase liminaire doit être rédigée de la ma- nière suivante :

"Il est inséré dans la même loi un article 24bis, rédigé comme suit :".

Article 18.

Dans l'alinéa 1er de l'article 28 en projet, il est prévu que si l'opposant est une personne physique, la lettre de mainlevée doit comporter la légalisation de la signature, ce qui, suivant le texte, ne serait pas exigé pour le représentant d'une personne morale, dont on requiert seulement qu'il justifie de ses pouvoirs.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 28.- L'opposant donne mainlevée de son opposition :

1Esoit par exploit d'huissier de justice;

2Esoit par déclaration faite à l'Office dont il lui est accusé réception;

3Esoit par lettre recommandée adressée à l'Office.

La lettre de mainlevée comporte la légalisation des signatures et, en outre, s'il s'agit d'une personne mo-rale, la justification du pouvoir de ses représentants.

Outre le code de référence donné par l'Office, cette mainlevée contient, s'il s'agit d'une personne phy- sique, les nom, prénoms et domicile de l'opposant, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social, ainsi que dans tous les cas, avec la date de l'opposition, la dénomination de l'émetteur, le nombre, la nature, les numéros par ordre ascendant et, s'il y a lieu : la valeur nominale, la série et l'échéance des titres pour lesquels il est donné mainlevée.

Avis de la mainlevée est donné par l'Office à l'émetteur, le surlendemain au plus tard".

Article 19.

L'alinéa 2 de l'article 29 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Une copie certifiée conforme par le greffier ou l'expédition de la décision judiciaire de mainlevée,

éven-tuellement accompagnée d'une attestation de l'absence d'op-position et d'appel, conforme à l'article 1388 du Code ju-diciaire, doit être notifiée à l'émetteur et à l'Office".

Article 21.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit : "L'article 31, alinéa 1er, ...".

Article 25.

L'article en projet est critiquable en ce qu'il prévoit l'abrogation, par une loi, d'un arrêté royal.

Dès lors, l'article 25 de la loi en projet serait mieux à sa place dans l'arrêté royal d'exécution qui sera pris en vertu de l'article 30. Il conveindra d'y viser les modifications subies par l'arrêté royal du 4 novembre 1921.

Dispositions transitoires.

Le texte en projet ne présentant pas d'autre sub-division, il convient, conformément à l'usage, d'omettre le titre "Dispositions transitoires" qui précède l'article 26.

Article 26.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les sûretés fournies par l'opposant, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, en vertu des articles 19 ou 20 de la loi du 24 juillet 1921, ou de l'article 6 de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 relatif à la dépossession involontaire des titres au porteur de la dette publique directe ou indirecte et des titres qui leur sont assimilés, lui sont restituées lorsque les titres sont déclarés sans valeur en application de la présente loi".

2. A la fin de l'alinéa 2, il faut omettre les mots "cité à l'alinéa précédent".

Article 27.

L'intitulé de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 doit être omis.

Article 29.

L'intitulé de la loi du 24 juillet 1921 doit être omis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Artikel 2 van titel I van de wet van 24 juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder bepaalt in het derde lid dat de akte van verzet het getal, de aard, de nominale waarde, de nummers in klimmende orde en, zo daartoe aanleiding bestaat, de reeks der titels die buiten bezit zijn gesteld, vermeldt. Het ontworpen artikel 2, 2E, (artikel 3 van het ontwerp) houdt die bepaling in stand.

Artikel 17 van dezelfde wet van 24 juli 1921 verplicht de financiële instelling op straffe van een strafrechtelijke sanctie om behalve de datum van de verrichting (die meestal in een daad van beschikking bestaat) in een daartoe bestemd boek de aard, de soort en de nummers van de titels te vermelden, alsook de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de personen met wie die instelling handelt.

De financiële instelling is dank zij de vermeldingen in het door haar bijgehouden boek dan ook in staat om haar cliënt zelfs na vele jaren een als eigendombewijs geldende verklaring af te geven in verband met de ontegenzeggelijk geïndividualiseerde effecten die zijn uitgeleverd. Zulk een stuk doet tevens het middel aan de hand om op geldige en doeltreffende wijze verzet te doen in geval van tegenspraak zijdens een derde.

Het ontworpen artikel 17 (artikel 9 van het ontwerp) heft de strafrechtelijke sanctie op. De verplichting om een register bij te houden waarin de nummers van de effecten worden opgetekend wordt door dat artikel afgeschaft. De aankoop- of verkoopverrichting wordt geacht te zijn voltooid zodra zij wordt vermeld in enig document dat door de instelling wordt afgegeven.

In dat document behoeven de nummers van de effecten niet meer te worden vermeld. Volgens het ontworpen artikel 17 is het voldoende dat de effecten door middel van de vermelding geïdentificeerd kunnen worden. Daarenboven zal de identiteit van de persoon die de effecten heeft afgegeven niet langer worden opgetekend.

In de memorie van toelichting wordt uiteengezet dat de financiële instelling niet langer verplicht is om de nummers van de effecten die hem worden afgegeven te noteren wanneer zij, doordat de deponent daarmee heeft ingestemd, vervangbaar zijn geworden (artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990).

In de memorie van toelichting evenwel wordt verzuimd te vermelden dat, wanneer de effecten vervangbaar worden, het de financiële instelling is die op het ogenblik dat de effecten aan toonder worden afgegeven, nagaat of tegen die effecten enig, op de dag van die afgifte nog geldig verzet is gedaan. Een zodanige verificatie kan evenwel alleen gebeuren door de nummers van de effecten aan toonder die door de cliënt zijn afgegeven, te vergelijken met de nummers die voorkomen op de lijsten der met verzet aangetekende waarden.

Zodra het ontworpen artikel 17, zoals in de memorie van toelichting wordt gezegd, de financiële instelling toestaat "niet meer de nummers te noteren, zelfs niet van de niet vervangbare effecten waarvoor zij optreedt", is het de Raad van State niet duidelijk hoe die instelling schuldig zou kunnen worden bevonden aan nalatigheid wat de verificatie betreft van

de effecten waartegen verzet is aangetekend, noch hoe de in artikel 7 van het voormelde besluit nr. 62 bedoelde aansprakelijkheid zou kunnen worden bewezen.

De burgerlijke aansprakelijkheid van de instelling wordt immers illusoir zodra de benadeelde niet in staat is het bewijs te leveren van de nalatigheid die hem schade berokkent.

Aan het niet optekenen van de nummers van de effecten door de financiële instelling (bank of beursvennootschap) is een tweede nadeel verbonden dat ernstiger is dan het eerste.

Bij de huidige stand van de wetgeving kan de buitenbezitgestelde toonder die de nummers van de effecten niet heeft opgetekend, zich wenden tot de financiële instelling om de lijst van die effecten te verkrijgen en zodoende op geldige wijze verzet te doen. Bovendien kan hij een vordering instellen tot teruggave van de verloren of ontvreemde effecten indien een derde tegenspraak maakt (artikelen 26 en 27 van de wet van 24 juli 1921). Tot staving van die terugvordering legt de buitenbezitgestelde toonder een attest over van de bank, de effectenmakelaar of de beursvennootschap, waarin wordt verklaard dat de effecten met de nummers die worden vermeld in de akte van verzet, hem, volgens het daartoe bijgehouden boek, zijn uitgeleverd op een bepaalde datum (2). Met de

---

(2)De wet van 1921 vertoont evenwel een leemte. Er is niets geregeld om er voor te zorgen dat het boek met de nummers van de transito-effecten bewaard wordt. Wanneer een effectenmakelaar ophoudt zijn beroep uit te oefenen is hij er niet toe gehouden zijn boeken te deponeren bij een

regeling waarin de ontworpen wet voorziet, zullen de bank, de effectenmakelaar of de beursvennootschap daarentegen geen eigendomsbewijs meer kunnen afgeven aan de wettige eigenaar omdat zij de nummers van de uitgeleverde effecten niet hebben genoteerd. Het verlichten van het werk van de instelling kan de spaarder blootstellen aan zware nadelige gevolgen door hem te beroven van het voordeel dat de wet van 24 juli 1921 hem bood wat het bewijs van zijn eigendomsrecht betreft.

Indien het in de bedoeling ligt van de Regering de financiële instelling niet langer te verplichten om een register bij te houden, is het aangewezen dat die instelling ertoe gehouden wordt aan haar cliënt een document af te geven waarin het aantal, de aard, de nominale waarde, de reeks en de nummers van de uitgeleverde effecten worden vermeld. Dat document kan geenszins het aankoopborderel zijn aangezien daarin nooit het nummer wordt vermeld van de effecten die worden verhandeld, maar het zou wel het uitleveringsborderel kunnen zijn zoals dat in het buitenland het geval is. Zulk een document kan de rechtszekerheid van de eigenaar van de effecten waarborgen in geval van buitenbezitstelling.

Volgens de memorie van toelichting volstaat het, wanneer de nummers van de effecten aan toonder niet zijn

---

confrater of bij een officiële instelling. Een ontslagnemende of gepensioneerde notaris geeft daarentegen zijn minuten aan zijn opvolger en de minuten die meer dan honderd jaar oud zijn kan hij deponeren bij het Algemeen Rijksarchief (artikelen 54 tot 62 van de wet van 25 ventôse - 5 germinal, jaar XI).

opgetekend, ze te "identificeren aan de hand van welk ander middel ook ("borderellen, boekhouding, ontvangbewijzen)". Indien in de in de memorie van toelichting bedoelde documenten niet de nummers van de effecten zijn opgetekend, zal het moeilijk zijn de uitgeleverde of ontvangen effecten te onderscheiden van effecten van dezelfde aard.

Om de rechtszekerheid van de buitenbezitgestelde toonder te waarborgen moeten de vermeldingen die door de financiële instelling zijn aangebracht in het bulletin van uitlevering de individualisering van de effecten aan toonder mogelijk maken door middel van hun nummer.

De vorenstaande opmerkingen zijn meegedeeld aan de gemachtigde ambtenaar die de gegrondheid ervan lijkt te hebben aanvaard. Hierna wordt onder artikel 19 een tekst voorgesteld (ontworpen artikel 17).

II .

In de artikelen van de wet van 24 juli 1921 dient het woord "wisselagenten" vervangen te worden door de woorden "financiële instellingen", namelijk de instellingen die volgens artikel 3 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten,

"(als) bemiddelaars (...) in België beroepsmatig, voor eigen rekening of voor rekening van derden (mogen) optreden bij openbare uitgiften van effecten, effectentransacties met

het publiek of openbare overname-aanbiedingen op effecten ...".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 2.

1. De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 2 van de voorafgaande bepalingen van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. In het ontworpen artikel 2 moet de wet op de financiële transacties en de financiële markten met haar datum, namelijk 4 december 1990, worden vermeld.

Artikel 3.

1. Wil men in het ontworpen artikel 2, derde lid, van de eerste titel van de wet van 24 juli 1921 de titels die buiten bezit worden gesteld volledig omschrijven, dan moet de benaming van de uitgevende instelling van deze titels nader worden omschreven.

Voorts zij erop gewezen dat de aandelen zelden een nominale waarde hebben en dat slechts dan kan worden geëist

dat die waarde wordt opgegeven indien ze bestaat. Bijgevolg wordt voorgesteld de woorden "de nominale waarde" na de woorden "zo daartoe aanleiding bestaat" te plaatsen.

2. Wegens het belang van de wijzigingen die in artikel 2 worden aangebracht, zou het beter zijn het artikel in zijn geheel te vervangen.

3. Aan het slot van punt 2E is er een discrepantie tussen de Franse tekst waarin "... la série des titres, objet de la dépossession" staat en de Nederlandse tekst waarin "... de reeks der titels waarvoor de buitenbezitstelling geldt" te lezen staat. Dit moet worden verholpen.

Artikel 4.

In het ontworpen artikel 3 van de wet van 24 juli 1921 is de uitdrukking "schuldplichtige maatschappij", die overigens in andere artikelen van de genoemde wet voorkomt, om tweeërlei reden ongeschikt.

Enerzijds kan een vennootschap aldus niet nader worden bepaald ten opzichte van haar eigen aandelen die tegen haar geen vorderingsrecht vormen en anderzijds is "maatschappij" niet de geschikte term om de overheid en, in de eerste plaats, de Staat, aan te wijzen.

In de richtlijn van de Ministerraad van de Europese Economische Gemeenschap van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs wordt alleen gebruik gemaakt van de woorden "uitgevende instelling".

Die uitdrukking zou moeten worden gebezigd.

Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 13, eerste en tweede lid, de artikelen 14, 24bis en 26 van de wet van 24 juli 1921.

Artikel 8.

Aan het begin van het artikel schrijve men :

"In artikel 13, eerste lid, van dezelfde wet ...".

Artikel 9.

Voor de tweede zin van het ontworpen artikel 17 wordt, naar het voorbeeld van de tekst die de gemachtigde ambtenaar heeft bezorgd, de volgende tekst voorgesteld :

"Deze vermelding moet het mogelijk maken dat de aan de opdrachtgever uitgeleverde of door hem afgegeven titels worden geïdentificeerd aan de hand van hun nummer".

Artikel 10.

In de memorie van toelichting wordt geen afdoende reden opgegeven waarom de woorden "uit de niet-nakoming van artikel 17 of" in artikel 18 van de wet van 24 juli 1921 moeten vervallen. Voorts is uit het oog verloren dat de uitdrukking "niet-nakoming" mede in verband staat met het einde van de zin.

Het is niet duidelijk waarom de financiële instelling, in de gevallen waarin het niet naleven van artikel 17 werkelijk nadeel berokkent, daarvan wordt vrijgesteld. Indien de betrokken spaarder daarentegen geen nadeel lijdt, kan ook het behoud van de woorden "uit de niet-nakoming" zulks niet doen ontstaan.

De huidige tekst van artikel 18 van de wet van 24 juli 1921 moet bijgevolg behouden blijven.

Artikel 11.

Het ontworpen artikel 19 strekt ertoe de belangen van de persoon die verzet aantekent te beschermen door beschikbare bedragen die flink kunnen oplopen en afkomstig zouden zijn van een terugbetaling niet ongebruikt te laten.

De uitdrukking "terugbetalingswaarde" verwijst enkel naar het geval van obligaties die vervallen zijn. Hetzelfde probleem stelt zich echter ook in verband met aandelen in geval van ontbinding van een vennootschap of van verdeling

van activa, alsmede in verband met de ophoping van interesten of dividenden.

De ontworpen tekst zou zo moeten worden herzien dat daarin ook sprake is van de dividenden van aandelen of de bedragen die aan de aandeelhouders verschuldigd zijn na de vereffening van de vennootschap die de aandelen heeft uitgegeven wanneer hij die er houder van is daarvan buiten bezit wordt gesteld.

Met inachtneming van de zoëven gemaakte opmerking, wordt voorgesteld artikel 11 als volgt te redigeren :

"Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 19. In de gevallen waarin effecten bestaande uit de titels aan toonder in kwestie betaalbaar zijn, worden terugbetaald of worden vernietigd ten gevolge van de verdeling van het actief van een vennootschap, wordt het verschuldigde bedrag, met inbegrip van de interesten en dividenden die door zoekgeraakte titels worden opgebracht, ambtshalve belegd in obligaties uitgegeven door de Staat of door de uitgevende instelling van de titels waartegen het verzet is aangetekend.

De eigendom van die obligaties vervalt aan degene die verzet heeft aangetekend wanneer de zoekgeraakte titels met toepassing van artikel 24 hun waarde hebben verloren".

Artikel 13.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 24 als volgt te redigeren :

"Afgezien van de gevallen waarin er tegenspraak is geweest of verhaal van een derde bezitter op de persoon die verzet aantekent, verliest de titel, die gedurende vier jaar onafgebroken is bekendgemaakt in het Bulletin, iedere waarde vanaf de 1e januari die volgt op de eerste bekendmaking in de lijst van de met verzet aangetekende waarden.

Wegens dit verlies van waarde verkrijgt hij die verzet aantekent :

1Ehet recht op uitbetaling van de dividenden, van de interesten en eventueel van de opeisbaar geworden hoofdsom, of op iedere kapitaalverdeling en ieder vereffeningssaldo;

... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 14.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In dezelfde wet wordt een artikel 24bis ingevoegd luidende :".

Artikel 18.

In het eerste lid van het ontworpen artikel 28 wordt bepaald dat indien de persoon die verzet aantekent een

.../...

natuurlijke persoon is, de brief tot handlichting de wettiging van de handtekening moet bevatten, hetgeen volgens de tekst niet zou vereist zijn voor de vertegenwoordiger van een rechtspersoon, van wie slechts wordt geëist dat hij het bewijs levert van zijn bevoegdheden.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 28. Degene die verzet aantekent verleent opheffing van zijn verzet :

1Ehetzij bij deurwaardersexploot;

2Ehetzij bij een verklaring op het Kantoor, waarvan hem de ontvangst wordt bericht;

3Ehetzij bij aangetekende brief gericht aan het Kantoor.

De brief tot handlichting bevat de wettiging van de handtekeningen en voorts, indien het om een rechtspersoon gaat, het bewijs van de bevoegdheid van zijn vertegenwoordigers.

Die opheffing bevat, naast het kenmerk gegeven door het Kantoor, indien het om een natuurlijke persoon gaat, de naam, voornamen en woonplaats van degene die verzet aantekent, indien het om een rechtspersoon gaat, de benaming en de maatschappelijke zetel ervan, en in ieder geval, samen met de datum van het verzet, de benaming van de uitgevende instelling, het aantal, de aard, de nummers in stijgende orde en, zonodig, de nominale waarde, de reeks en de vervaldatum van de titels waarvoor opheffing wordt verleend.

Uiterlijk twee dagen daarna geeft het Kantoor kennis van de opheffing aan de uitgevende instelling".

Artikel 19.

Het zou beter zijn het tweede lid van het ontworpen artikel 29 als volgt te redigeren :

"Een door de griffier voor eensluidend verklaard afschrift of de uitgifte van de rechterlijke beslissing tot opheffing, eventueel vergezeld van een verklaring dat er geen verzet is gedaan of hoger beroep is ingesteld overeenkomstig artikel 1388 van het Gerechtelijk Wetboek, moet ter kennis worden gebracht van de uitgevende instelling en van het Kantoor".

Artikel 21.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren : "Artikel 31, eerste lid, ...".

Artikel 25.

Het ontworpen artikel is aanvechtbaar in zoverre het in de opheffing van een koninklijk besluit door een wet voorziet.

Artikel 25 van de ontworpen wet zou dan ook beter op zijn plaats zijn in het uitvoeringsbesluit dat zal worden vastgesteld krachtens artikel 30. Daarin moet melding worden gemaakt van de wijzigingen aan het koninklijk besluit van 4 november 1921.

Overgangsbepalingen.

Aangezien er in de ontworpen tekst geen andere onverdedeling voorkomt, behoort de titel "Overgangsbepalingen" die aan artikel 26 voorafgaat, volgens de gevestigde gewoonte, te vervallen.

Artikel 26.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"De waarborgen die vo,'o,'r de inwerkingtreding van deze wet krachtens de artikelen 19 of 20 van de wet van 24 juli 1921, of artikel 6 van het koninklijk besluit van 4 november 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van titels aan toonder der rechtstreekse en onrechtstreekse openbare schuld en van daarmede gelijkgestelde titels zijn geleverd door degene die verzet aantekent, worden hem teruggegeven als de titels met toepassing van deze wet zonder waarde worden verklaard".

2. Aan het slot van het tweede lid moeten de woorden "in het vorige lid vermelde" vervallen.

Artikel 27.

Het opschrift van het koninklijk besluit van 4 november 1921 dient te vervallen.

Artikel 29.

Het opschrift van de wet van 24 juli 1921 dient te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.